your reference in leadership and management

BASELINE STUDY

TRANSITION POLITIQUE AU BURKINA FASO



©2022



SOMMAIRE

3 Historique

5 Acteurs clés

6 Intérêts, Objectifs et revendications clés

7 Feuille de route

9 Intervention des organismes régionaux

10 Positions et intervention des acteurs non africains

11 Bilan/Perspective

12 A propos des auteurs

Données valables jusqu'au 20 mai 2022

HISTORIQUE

EVÈNEMENTS CLÉS AVANT LA TRANSITION ACTUELLE

- **07 Novembre 1982 :** Coup d'Etat militaire contre le colonel Zaye Zerbo, chef de l'État voltaïque depuis novembre 1980.
- **17 Mai 1983** : Arrestation de Thomas Sankara, premier ministre
- **27 Mai 1983 :** Annonce de l'installation d'un régime transitoire et retour immédiat des militaires dans les casernes.
- **04 Aout 1983** : Renversement du Commandant Ouedraogo par l'ex premier Ministre Thomas Sankara.
- **04 Aout 1984 :** La Haute-Volta devient le Burkina Faso.
- **24 Aout 1983** : Mise en place d'un nouveau gouvernement à majorité civil.
- **15 Octobre 1987** : Putsch et mort du commandant Thomas Sankara.
- **18 Septembre 1989 :** Tentative de coup d'Etat contre le président en exercice Blaise Compaoré.
- **1er décembre 1991** : Election présidentielle organisée dans une ambiance mouvementée avec Compaoré comme unique candidat et un taux élevé d'abstention de vote.
- **15 Novembre 1998** : Réélection de Compaoré et un scrutin boycotté par ses principaux opposants qui évoquent l'absence d'un contrôle électoral indépendant.
- **13 Novembre 2005** : Réélection de Compaoré avec pour la première fois depuis 1991 la participation de l'opposition aux élections.
- **21 Novembre 2010** : Réélection de Compaoré pour son dernier mandat mais celui-ci évoque une possibilité de réforme de la constitution en vue de se présenter aux prochaines élections.
- **31 Octobre 2014** : Annonce de la vacance de poste par le président Compaoré et mise en place d'une transition.
- **1er Novembre 2014** : Mise en place des institutions de transition avec à la tête de la présidence de transition le diplomate Michel Kafando.
- **16 – 23 septembre 2015** : Tentative de coup d'Etat avec pour but de mettre fin au gouvernement de transition installé en 2014.

HISTORIQUE

EVÈNEMENTS CLÉS RELATIFS À LA TRANSITION ACTUELLE

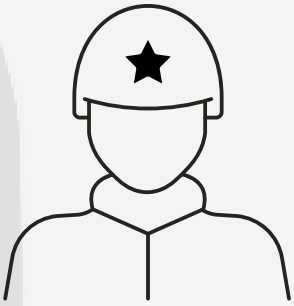
- **22 Novembre 2020** : Réélection du candidat du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), Roch Marc Christian Kaboré à la tête du gouvernement.
- **14 Novembre 2021 :** Offensive djihadiste au nord du pays, Inata (53 gendarmes, 4 civils tués)
- **21 novembre 2021** : Attaque djihadiste dans le nord du pays, Foubé (9 gendarmes, une dizaine de civils tués)

  Poste de santé avancé (PSA) soutenu par Médecins sans frontières (MSF) incendié au Foubé
- **08 Décembre 2021** : Limogeage du PM Christophe Dabiré. Démission du gouvernement
- **10 Décembre 2021** : Nomination de Lassina Zerbo comme PM
- **10 Janvier 2022** : Tentative de coup d'Etat

Arrestation du Lieutenant-Colonel Emmanuel Zoungrana et 7 soldats

- **22 Janvier 2022** : Manifestations dans plusieurs villes du pays contre l'incompétence du gouvernement face à la crise sécuritaire
- **23 Janvier 2022** : Mutinerie de soldats dans plusieurs casernes
- **24 Janvier 2022** : Arrestation de Roch MC Kaboré, du président de l'assemblée nationale, et des ministres par les militaires (Coup d'Etat militaire et prise du pouvoir par le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR).
  - Dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement
  - Suspension de la constitution
  - Fermeture des frontières
  - Instauration du couvre-feu
  - Lieutenant-Colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba prend le pouvoir
- **31 Janvier 22** : Rétablissement de la constitution
- **16 Février 22 :** Lieutenant-Colonel Damiba devient chef de l'Etat

ACTEURS CLÉS



Transition de 1982

- Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN)
- Thomas Sankara
- Commandant Jean-Baptiste Ouédraogo
- La junte



Transition de 1983

- Conseil de salut du peuple (CSP) avec Jean-Baptiste Ouédraogo
- Thomas Sankara, Premier Ministre
- Le Conseil national de la révolution (CNR)

Transition de 1987

- Le capitaine Blaise Compaoré
- Les forces armées du Burkina Faso
- Le Parti national patriotique Libérien
- Le comité de défense de la révolution
- Soutenu par de nombreux Etats : Libye, Mali, Cote d'Ivoire, France





Transition de 2014

- Le général Honoré Traoré
- Le lieutenant-colonel Isaac Yacouba Zida
- Les présidents ghanéen, nigérian et sénégalais
- Régiment de sécurité présidentielle (R.S.P.)

Transition de 1987

- Le capitaine Blaise Compaoré
- Les forces armées du Burkina Faso
- Le Parti national patriotique Libérien
- Le comité de défense de la révolution
- Soutenu par de nombreux Etats : Libye, Mali, Cote d'Ivoire, France



INTÉRÊTS, OBJECTIFS ET REVENDICATIONS CLÉS

En 1982 *et* **1983**

- Mettre fin au conflit d'intérêt au sein du Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN)
- Remettre en priorité sur les problèmes de sécurité que connait le pays
- Réorganisation de l'armée
- Mettre en place un gouvernement avec à sa tête les civils en majorité.
- La promesse du respect des engagements internationaux du Burkina Faso

En 1987

- Remettre sur les rails les relations avec les pays voisins hautement détériorés
- Rétablir l'esprit de la révolution instaurée depuis 1983
- Restaurer l'économie en crise par l'apport des fonds nécessaires
- Renverser toutes les politiques dites « non progressistes »

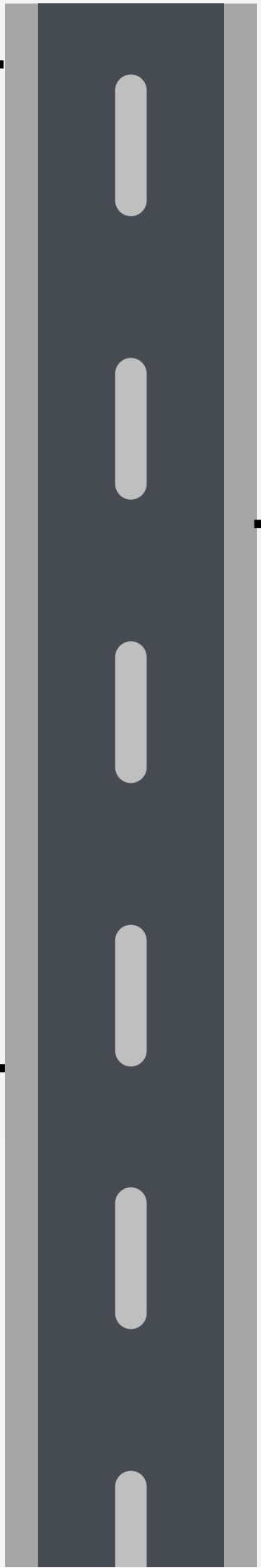
En 2014

- En 1991 : Boycotte des élections par les partis de l'opposition qui réclament la tenue d'une conférence nationale
- En 2008 : Manifestation des populations contre la vie chère dans le pays
- Octobre 2014 : Manifestation contre le projet de Compaoré de tenter un 5ème mandat en modifiant la constitution
- Mettre en place un gouvernement de transition qui assurera la transition jusqu'à la prochaine élection

En 2022

- Limiter l'insécurité crée par la recrudescence des attaques et attentats djihadistes dans le pays depuis 2016
- Novembre 2021 : Manifestations contre l'approvisionnement des militaires en nourriture et l'incapacité du gouvernement à repousser djihadistes et à assurer la sécurité du peuple
- Rétablir la constitution et adopté une charte de transition

FEUILLES DE ROUTE DES DIFFERENTS TRANSITIONS



1

TRANSITION DE 1982 – 1987

- Mise en place d'une politique de rectification de la révolution.
- Respecter les accords internationaux signés par la Haute-Volta actuel Burkina .
- Soutenir tous les mouvements de libération nationale.
- Favoriser le transfert du pouvoir entre les mains des civils.

2

TRANSITION DE 2014

- Organiser des élections pour mettre fin à la transition.
- Restaurer et renforcer la cohésion sociale et l'unité nationale.
- Prendre rapidement des mesures d'apaisement social orienté beaucoup plus vers les jeunes et les régions les plus pauvres du pays.
- Organiser et développer une stratégie de défense et de sécurité.

3

TRANSITION DE 2022

- Lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité du territoire.
- Répondre à la crise humanitaire.
- Refonder l'État et améliorer la gouvernance et enfin.
- Œuvrer à la réconciliation nationale et la cohésion sociale.

TRANSITION ACTUELLE

Du 22 Novembre 2021 a ce jour

INTERVENTION DES ORGANISMES RÉGIONAUX



CEDEAO

- Joue le rôle de médiateur entre les militaires et les civils
- Appel à un cessez le feu et entame des négociations avec le camp des djihadistes pour un retour progressif à la paix
- Forcer les militaires à remettre le pouvoir aux civils en imposant des sanctions comme le retrait du pays parmi les membres de l'organisation
- Participe au processus de reconstruction du Burkina sur le plan économique et humanitaire



Union Africaine

- Faciliter la signature des accords de paix entre civils et militaires et veiller à leur respect
- Condamnation des putschs par l'application des sanctions
- Appel au transfert des pleins pouvoirs à la partie civile
- Solliciter l'aide international pour améliorer le climat sécuritaire du pays

POSITIONS ET INTERVENTION DES ACTEURS NON AFRICAINS



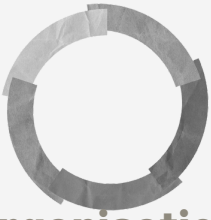
Communauté internationale

La communauté internationale a condamné le coup d'état



Union européenne

L'UE soutient la transition pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel



Organisation internationale de la francophonie (OIF)

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a suspendu le BF de ses instances



Nations Unies

Le SG des Nations Unies s'est dit préoccupé par l'impact de la détérioration de la situation politique et sécuritaire du Sahel sur l'opérationnalisation de la G5



Refugees International

Une équipe de Refugees International s'est rendue au BF afin de déterminer l'efficacité et les besoins en réponses humanitaires

BILAN

Challenges

- L'insécurité persistante dûe à une récurrence des attentats et attaques djihadistes
- L'insécurité alimentaire directement liée à l'insécurité
- Trouver un accord entre les militaires et les civils
- Les coups d'Etat et tentatives de coup d'Etat qui ont encore plus fragilisé le climat politique du pays
- La naissance des théories complotistes au sein de l'armée Burkinabé

Réussites

- La libération de l'ancien président Kaboré
- L'insistance de la junte sur le principe de non-éligibilité des membres du gouvernement de la transition
- La détermination de la période de transition (36 mois)



DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR LES AUTORITÉS DE LA TRANSITION

- Mettre en place un Etat de droit à travers le respect des droits et de l'intégrité humaine
- Revoir les différentes modalités dans le choix des dirigeants de transition
- Renforcer une gouvernance locale axée sur développement régional
- Mettre en place le consensus comme étape préalable à une révision constitutionnelle
- Permettre aux citoyens de saisir le Conseil constitutionnel, le Tribunal militaire et la Haute Cour de Justice



A PROPOS DES AUTEURS

Cette fiche est réalisée par le Cabinet STRATEGIES basé à Douala au Cameroun. C'est un cabinet spécialisé en leadership et management qui délivre ses services aussi bien en Afrique qu'en Europe et aux Etats – Unis. Le Cabinet STRATEGIES ! accompagne aussi bien les entreprises privées que les institutions publiques nationales et internationales. Il existe depuis 27 ans et est dirigé par Kah Walla.

Strategies! Sarl @Strategies_ Strategies! Sarl Strategies! Sarl

B.P.: 3940 Douala, 322 Rue Bonamandone strategiesconsultingfirm.com

Tel: (237) 233 43 38 76 / 233 43 82 37 | Cell: (237) 699 89 08 99
USA: + 1 240 899 4761

cabinetstrategies@gmail.com